

À l'intérieur...

Afghanistan:
reconstruire à
partir de rien

page 6

Palestine:
nouveaux défis

page 7

Kosovo:
la reconstruction
post-conflit

page 8

Université d'été
session 2002

page 9

EPT: les classes
multigrades

page 10

La clôture du
PFA 2001/2002

page 13



Institut international de
planification de l'éducation

www.unesco.org/iiep
ISSN 0759-6979

L'éducation en situation d'urgence

Le défi de la reconstruction

Qu'elles soient dues aux catastrophes naturelles, au non-respect des droits de l'homme ou aux guerres, les situations d'urgence menacent l'éducation de millions d'enfants et de jeunes. La scolarisation pourrait sauver ces enfants, victimes des conflits et du désastre, et contribuer à leur épanouissement. Leur garantir une éducation dans de telles circonstances représente un défi gigantesque pour les ministères de l'Éducation. L'IIEP commence à agir en vue de relever ce défi.

Ly a un peu plus d'un an, sur le sol boueux d'une école de fortune du camp de réfugiés de Boreah, en Guinée centrale (voir photo ci-dessous), des centaines d'enfants réfugiés de Sierra Leone, âgés de 8 à 15 ans, suivaient leurs cours en plein air, sous les arbres. La saison des pluies battait son plein

et des averses torrentielles interrompaient régulièrement les cours. Les plus jeunes étaient mieux lotis, car ils étaient installés sous de grandes tentes fournies par l'UNICEF. Pendant la récréation, un groupe d'adolescents, membres d'un club de sensibilisation au VIH/sida, chantait pour mettre en garde les autres enfants contre les risques de rapports sexuels non protégés. Cette école faisait partie de la dizaine d'autres ouvertes en Guinée par International Rescue Committee – ONG américaine ayant obtenu un financement du HCR dans le cadre d'un accord avec le gouvernement guinéen.

L'environnement physique et le contexte institutionnel de telles scènes n'ont rien d'exceptionnel aux yeux de tous ceux qui travaillent pour l'aide humanitaire et pour la reconstruction d'un pays. Dans tous les pays en développement du monde, les pouvoirs publics se battent aux côtés des agences de l'UNESCO et des ONG contre des situations extrêmement difficiles pour assurer, malgré les crises, une éducation aux enfants et pour reconstruire des systèmes éducatifs dévastés.

L'éducation : une priorité dans les situations d'urgence

Plus d'un tiers des États membres de l'UNESCO et près d'un cinquième des pays du monde vivent une instabilité politique, des conflits armés ou des catastrophes naturelles, ou alors, ils en sortent à peine. Il est difficile d'apprécier le nombre total et de définir la classe sociale des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays suite à ces situations d'urgence et de crise.

suite page 3



Des réfugiés de Sierra Leone suivent un cours d'anglais sous les arbres du camp de réfugiés de Boreah, en Guinée.

Dans ce numéro

L'éducation en situation d'urgence: Le défi de la reconstruction	1
Editorial: Répondre aux situations d'urgence	2
Carte du développement humain et des conflits armés dans le monde, 2001	4
L'éducation en situation d'urgence: éduquer des populations frappées par un conflit, une catastrophe ou une instabilité	5
Afghanistan: «Tellement à faire et si peu de moyens»	6
Palestine: de nouveaux défis pour l'éducation	7
Kosovo: le dilemme de la reconstruction post-conflit	8
Université d'été 2002: Vers une meilleure gestion des projets d'éducation	9
Éducation pour tous: Développer les classes multigrades pour répondre aux besoins de l'EPT	10
La recherche contemporaine en éducation: Les universités peuvent- elles encore donner les solutions?	11
L'enseignement supérieur privé – Forum sur les politiques éducatives en Géorgie	12
Clôture du Programme de formation approfondie 2001/2002	13
Nouvelles publications de l'IIPE et de l'IIPE-BA	14
L'Institut virtuel	15
La gestion des partenariats université/ industrie - Cours à distance	15
Activités de l'IIPE et de l'IIPE-BA	16



La *Lettre d'information de l'IIPE* est publiée trimestriellement en anglais, espagnol, français et russe.

Toute correspondance doit être adressée au:

Rédacteur,
Lettre d'information de l'IIPE
Institut international de planification
de l'éducation
7-9, rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris,
France
Tél: +33.1.45.03.77.00.
Fax: +33.1.40.72.83.66.
E-mail: newsletter@iiep.unesco.org
Site Internet: www.unesco.org/iiep

Les articles ne font pas l'objet de droits
d'auteur et peuvent être reproduits sans
autorisation préalable.



editorial

Répondre aux situations d'urgence

MÊME dans les meilleures circonstances, la planification de l'éducation peut se révéler pesante: lutte pour mobiliser des ressources, opinions divergentes sur les mesures de politique les plus adaptées et incertitude quant aux effets à long terme des dispositions mises en œuvre.

Les difficultés se multiplient lorsque les bâtiments scolaires sont détruits, les personnes déplacées, les enseignants dispersés, les infrastructures endommagées, les institutions ruinées, les espoirs brisés, et les hostilités ne font qu'envenimer les choses. Pourtant, un grand nombre d'États membres de l'UNESCO et des millions de citoyens dans le monde sont régulièrement confrontés à des situations d'urgence.

L'urgence peut se définir comme «une situation soudaine dans laquelle les capacités de réponse sont brutalement et inopinément dépassées par les événements», qui exige donc une réaction rapide. Il existe deux types d'urgence: les catastrophes naturelles ou bien les conflits sociaux provoqués par les êtres humains; dans certains cas complexes, l'urgence peut recouvrir ces deux aspects. En toutes circonstances, 40 États membres de l'UNESCO se retrouvent dans des situations de ce genre.

Le *cyclone Mitch*, qui a frappé l'Amérique centrale en octobre 1998, est un exemple de catastrophe naturelle provoquant une situation d'urgence. Le Honduras a fait partie des pays les plus touchés: plus de 10 000 morts, la plupart de ses infrastructures ravagées ou détruites et l'économie du pays complètement bouleversée. Une telle destruction peut être la conséquence d'un tremblement de terre, d'une inondation, d'une sécheresse, d'un raz-de-marée ou d'une épidémie. L'homme peut aussi créer de telles situations d'urgence (invasions, guerres civiles, insurrections, etc.): dans ce cas, les institutions cessent de fonctionner normalement, les hostilités montent et les animosités ainsi créées peuvent durer des décennies. Ces dernières années, les Balkans, la Colom-

bie, l'Érythrée ou le Proche-Orient, par exemple, ont été la proie de ce type de conflits.

Chacune de ces situations d'urgence est provoquée par un événement bien précis et possède ses particularités et ses trajectoires propres. Un certain nombre de points communs se dégagent cependant, des problèmes typiques se rencontrent, permettant de tirer quelques leçons d'ordre général.

L'IIPE a créé, en coopération avec d'autres partenaires, membres ou non de l'UNESCO, un programme sur «la planification et la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence». Il a pour objectif de tirer les grandes leçons à retenir, d'en faire la synthèse et de les traduire en «directives pour l'action», publiées dans un ouvrage commun. La stratégie adoptée ici est dans l'esprit des stratégies habituellement déployées par l'IIPE: il s'agit, à partir d'expériences vécues et d'études de cas concrets, de «diffuser les connaissances acquises afin de renforcer les capacités nationales et d'apporter des réponses plus efficaces».

L'objectif est de constituer une base de connaissances et de développer un domaine de pratique pour la planification et la gestion de l'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction en se fondant sur les informations et les techniques nécessaires à la prévention, à l'évaluation, au diagnostic et à la gestion de situations inattendues, graves et urgentes, qui compromettent l'offre d'éducation. La principale tâche pratique consistera à organiser des réponses efficaces, quel que soit le stade de l'urgence, afin d'impliquer rapidement les communautés dans la reconstruction de leurs institutions et de leur quotidien, et de les rendre moins vulnérables à l'avenir.

Cela peut paraître paradoxal, mais il est tout à fait possible de prévoir l'imprévu et de gérer l'inattendu. Mais cela demande une certaine préparation.

Gudmund Hernes
Directeur de l'IIPE

Excuses

La rédaction tient à s'excuser auprès des lecteurs de la *Lettre d'information* pour le retard accusé dans la diffusion des numéros de l'année 2002, et notamment de celui d'avril-juin 2002. Cette situation découle de problèmes techniques du système informatisé d'adressage. Une solution a finalement été trouvée. Nous vous remercions de votre patience.

Conflits armés en 2000 ➔ 40
Rapport 2001 des conflits armés
 Project Ploughshares

Nombre de réfugiés fin 2001 ➔ 12 035 951
Rapport mondial 2001, HCR

**Nombre de réfugiés rentrés chez eux
 en 2001** ➔ 4 587
Rapport mondial 2001, HCR

Personnes déplacées dans leurs pays 2001 ➔ 20-25 millions (est.)
Caught Between Borders: Response Strategies of the Internally Displaced,
 M. Vincent & B.R.Sorensen (eds.), Norwegian Refugee Council, 2001

**La réalité
brutale**

Selon les estimations les plus répandues, près de 37 millions de personnes ont dû quitter leur foyer pour ces raisons (voir « La réalité brutale » ci-dessus), dont la moitié environ sont des enfants. Aujourd'hui, de nombreuses populations, parmi les plus pauvres du monde, vivent dans un pays sortant à peine d'un conflit. Si la communauté internationale veut vraiment atteindre son objectif d'éducation de base de qualité pour tous d'ici à 2015, elle va devoir résoudre le problème de l'éducation en situation d'urgence et de crise. De fait, le Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Dakar en 2000, a déclaré que « les pays en conflit ou en cours de reconstruction doivent bénéficier d'une attention particulière pour rebâtir leurs systèmes éducatifs¹ ».

L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental de l'homme – c'est aussi un outil primordial pour empêcher les enfants réfugiés et déplacés d'être exploités, enrôlés dans les forces armées, poussés à la prostitution ou à d'autres activités dangereuses. L'éducation permet de répondre aux besoins de développement affectif et psychosocial de ces enfants très perturbés et de les préparer à la vie active. Elle permet de leur inculquer des compétences utiles dans le domaine de la santé, de l'hygiène, de la prévention du VIH/sida, dans la recherche de la paix, de la protection de l'environnement et de la formation professionnelle. Lorsque la situation d'un pays redevient normale et que les gens rentrent chez eux, la reprise de la scolarité est l'une des préoccupations majeures des parents et des enfants, ce qui implique la reconstruction des systèmes éducatifs endommagés. Que ce soit en situation d'urgence ou pendant la phase de reconstruction, l'éducation permet

de sauver des vies, redonne de l'espoir, de la dignité et une motivation pour l'avenir.

Les défis pour les ministères de l'Éducation

L'instauration d'une situation d'urgence lance d'immenses défis aux systèmes éducatifs. Les infrastructures physiques sont bien souvent détruites ou détériorées et les bâtiments scolaires, inaccessibles. Les manuels, les supports de lecture, les ouvrages au programme ou les guides de l'enseignant peuvent être détruits ou en nombre insuffisant. Les enfants, les parents et les enseignants ont pu assister à de terribles scènes de barbarie ou bien, ils ont pu eux-mêmes infliger des violences à d'autres personnes. Même si on n'a pas expérimenté personnellement les horreurs d'une guerre ou d'un conflit, le simple fait d'être déplacé de force vers un autre pays ou une autre région peut vous déstabiliser profondément. Par ailleurs, l'éducation des enfants qui ne sont pas déplacés peut, elle aussi, connaître des perturbations graves, l'attention et les ressources étant concentrées sur des objectifs militaires ou sécuritaires. Les personnes qui assument l'enseignement dans les camps de réfugiés ou de personnes déplacées n'ont pas forcément les qualifications nécessaires et sont parfois incapables d'enseigner dans un cadre étranger et perturbant. L'un des besoins vitaux, quand se déclenche une situation d'urgence, est d'assurer des activités sûres et structurées aux enfants pour les aider à retrouver une certaine normalité dans leur quotidien.

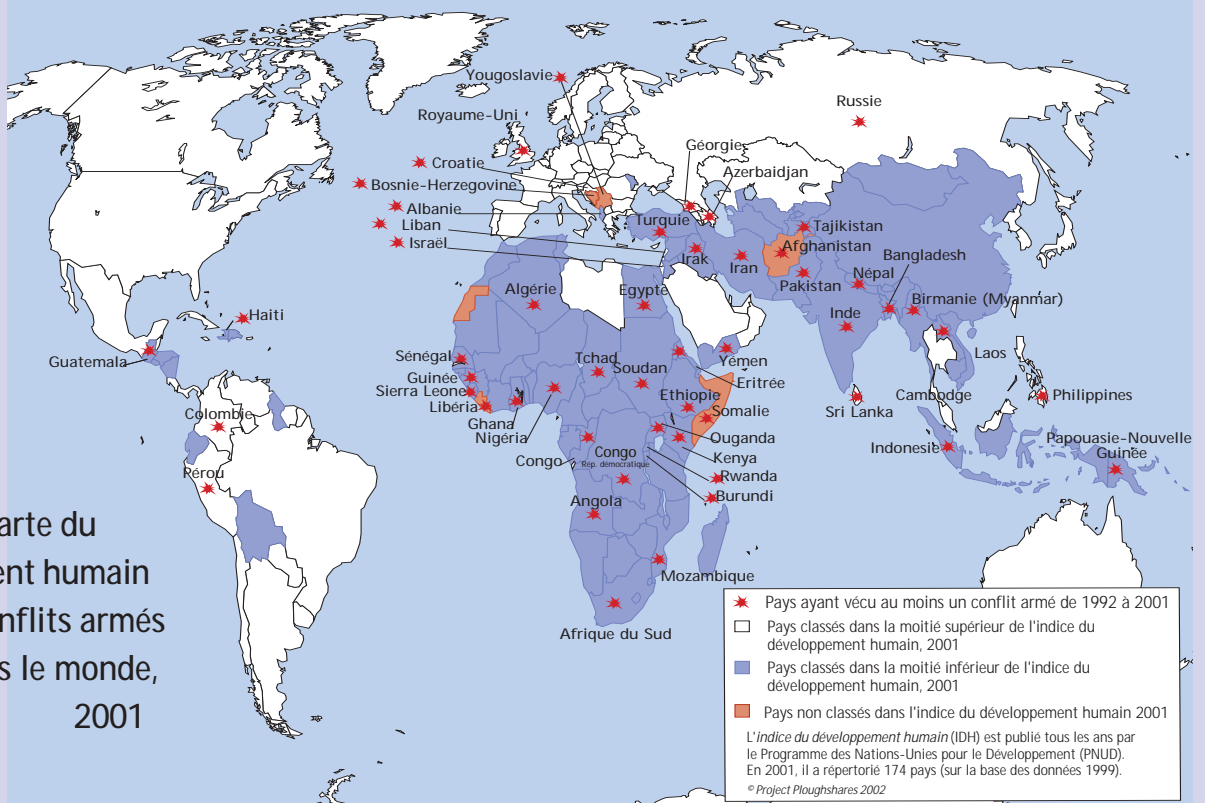
Au début d'une crise, les gestionnaires et les planificateurs nationaux des ministères de

l'Éducation sont souvent désarmés face à la nouvelle donne, démoralisés ou marginalisés, dans la mesure où les acteurs bilatéraux, multilatéraux et non gouvernementaux prennent généralement la plupart des initiatives pour répondre aux besoins des populations touchées par la crise. Les organisations internationales disposent de bien plus de ressources matérielles et humaines, et les nationaux peuvent se sentir diminués – perte de confiance, de capacités, de compétences, de ressources, de crédibilité et même d'autorité. Dans ces situations d'urgence complexes, les autorités ont tendance à confier la prestation de services – et notamment l'éducation – à des ministères chargés des questions de sécurité, ce qui laisse le personnel technique des ministères de tutelle dans une position de faiblesse. Les informations et les statistiques disponibles sur les réfugiés et les personnes déplacées sont souvent fragmentaires et imprécises. Il n'existe en général pas de système coordonné pour la collecte de données sur les réfugiés ou les personnes déplacées recevant des aides variées. Au moment où les populations commencent à rentrer, une pression soudaine peut s'exercer sur les ministères de l'Éducation pour planifier et mettre en œuvre de vastes projets éducatifs, après des mois ou des années de désintérêt relatif de la part de la communauté internationale. Les efforts de reconstruction risquent ainsi d'être compromis dès le début.

L'aide humanitaire et le développement face à l'éducation: des conceptions opposées

L'un des gros problèmes des ministères de l'Éducation découle de l'attitude des principaux pays donateurs et des organisations humanitaires internationales – ONG et agences des Nations Unies – face à l'éducation dans les situations d'urgence. La plupart des pays donateurs fonctionnent selon une structure qui sépare la politique (programmes de développement) des responsabilités opérationnelles (interventions humanitaires). Leurs systèmes de financement tendent à respecter cette dichotomie. Les ONG et les organismes multilatéraux, notamment ceux du système des Nations Unies, dissocient nettement, eux aussi, l'aide des fonctions de développement. Les mandats institutionnels et les cycles de financement empêchent les organismes d'aide de soutenir à long terme les investissements nécessaires en faveur de l'éducation des

Carte du développement humain et des conflits armés dans le monde, 2001



Sources : Rapport sur le développement humain, 2001; Rapport 2001 des conflits armés, Project Ploughshares.

personnes déplacées. Il arrive qu'un organisme de développement ait du mal à élargir son soutien éducatif aux populations touchées par des catastrophes.

Les bailleurs de fonds regrettent depuis plusieurs années cette division entre l'aide humanitaire et le développement que leurs propres politiques humanitaires ont largement contribué à instaurer. De nombreuses voix s'élèvent pour demander des mesures spéciales visant à supprimer ce «fossé», au motif qu'il s'agit d'une dichotomie artificielle. On ne vit qu'une fois: les enfants ont donc besoin d'une éducation de qualité quelle que soit la situation – de paix ou de guerre – dans laquelle ils vivent. Une approche plus réaliste consiste à envisager le développement socio-économique comme un processus unique qui *intègre* les catastrophes, les réponses à y apporter et la reconstruction ultérieure. Les dispositions à adopter pendant une situation d'urgence ont effectivement leurs spécificités, mais les programmes de qualité pour une éducation en situation d'urgence intègrent à la fois des stratégies et des investissements à long terme ainsi que des accords institutionnels durables afin de contribuer au développement. Les ministères nationaux de l'Éducation doivent être au cœur de ces stratégies, de ces investissements et de ces dispositifs institutionnels.

Autre défi important : former les responsables des ministères de l'Éducation à traiter

avec efficacité avec tous les partenaires impliqués en situation d'urgence (les communautés concernées, les bailleurs de fonds, les Nations Unies, les ONG, les autres ministères, etc.). Les techniques et les connaissances ainsi acquises leur permettront au moins de négocier sur un pied d'égalité avec ces partenaires. Par ailleurs, le personnel des organisations internationales chargé de gérer l'aide d'urgence n'a pas forcément une expérience ou des compétences en éducation et doit, lui aussi, recevoir une formation adéquate. L'UNESCO et certaines autres organisations partenaires ont un rôle à jouer pour répondre à ces besoins de formation.

Le programme de l'IIPE

L'IIPE envisage de produire un guide pratique sur la planification et la gestion de l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction, destiné aux responsables des ministères de l'Éducation et aux organismes qui les soutiennent. Ce guide servira de base à la production de supports de formation et à l'organisation de stages.

Pour atteindre ces objectifs, l'IIPE a préparé un plan de travail pour l'année 2002-2003, qui a été discuté dans les locaux de l'Institut, le 19 mars dernier, à l'occasion d'une réunion consultative d'experts en matière d'éducation dans les situations d'urgence². L'IIPE publiera très prochainement

deux ouvrages de la collection «Principes de la planification de l'éducation» présentant un aperçu des meilleures pratiques dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction.

L'IIPE développe actuellement un programme d'études de cas illustrant les différents étapes et scénarios d'une situation d'urgence ou d'un déplacement de personnes. Ces monographies, qui seront ensuite publiées par l'IIPE, étudieront le rôle des ministères de l'Éducation confrontés à ces situations en Bosnie-Herzégovine, au Guatemala, au Honduras, au Kosovo, en Palestine, au Rwanda, en Sierra Leone et au Timor-Oriental.

Ces études de cas devront répondre à certaines questions communes sur les fonctions de planification et de gestion des ministères de l'Éducation dans des situations d'urgence et de reconstruction, notamment celle de savoir comment :

- garantir l'accès à l'éducation ;
- assurer la qualité et la pertinence de l'éducation ;
- renforcer les capacités de planification et de gestion ;
- trouver des fonds et nouer des relations extérieures.

L'IIPE réalisera par ailleurs plusieurs études sur des considérations politiques critiques, prises globalement et communes à différentes situations ; il travaillera avec la section de

l'UNESCO chargée, au siège de l'Organisation, de venir en aide aux pays en crise ou en reconstruction (ED/EPS/CCR). Les quatre premières études de politique porteront sur les thèmes suivants :

- responsabilité et coordination de l'éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction : le rôle des pouvoirs publics par rapport aux autres acteurs ;
- accréditation, certification et validation des qualifications des élèves et des enseignants pour les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées dans leur propre pays ;
- éducation visant à réintégrer les jeunes les plus vulnérables dans les situations post-conflits, en mettant un certain accent sur la formation professionnelle ;
- éducation à la prévention des catastrophes naturelles et solutions éducatives.

À partir du mois de juillet 2003, l'IIEPE commencera à former des responsables nationaux ; il fournira ensuite des outils didactiques à l'UNESCO qui formera ainsi son personnel aux situations d'urgence et de reconstruction. Toutes les organisations concernées pourront bien entendu utiliser ces matériels pédagogiques en fonction de leurs besoins.

Pour mener à bien ces activités, l'UNESCO coopère avec un certain nombre d'autres organisations et *via* différents canaux. Le Réseau

interinstitutionnel pour l'éducation en situations d'urgence (Inter-agency Network for Education in Emergencies – INEE) est un moyen de communication exceptionnel. L'INEE réunit des professionnels des situations d'urgence issus de ministères, d'ONG, d'agences et bailleurs de fonds des Nations Unies afin de partager les informations et de simplifier la coordination sur le terrain. Tous les produits issus du programme de l'IIEPE pour l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction seront disponibles sur le site Internet de l'INEE (www.ineesite.org) et sur les listes de distribution électronique du réseau.

Lectures complémentaires

La plupart des organisations humanitaires mettent à disposition sur leurs sites Internet des masses d'informations intéressantes – mais il faut beaucoup de patience avant de tomber sur une information vraiment utile. Les deux sites les plus précis sont celui de l'INEE (www.ineesite.org) et du GINIE (www.ginie.org).

On trouve quantité de rapports sur des interventions ou des projets précis publiés par diverses organisations, mais rares sont les travaux globaux sur la question. En voici quelques-uns :

Ce numéro de la *Lettre d'information de l'IIEPE* consacre d'autres brefs articles aux récents développements en éducation dans trois sociétés en proie aux conflits armés, qui viennent de vivre une période de reconstruction : l'Afghanistan, le Kosovo et la Palestine.

Chris Talbot

c.talbot@iiep.unesco.org

¹ Forum mondial sur l'éducation (2000). *Le cadre d'Action de Dakar*. Paris: UNESCO, déclaration principale, par. 14.

² Des copies du rapport de la réunion consultative sont disponibles auprès de Mme L. Daniel : l.daniel@iiep.unesco.org

SOMMERS, Marc. 2002. *Children, Education and War: Reaching Education for All (EFA) Objectives in Countries Affected by Conflict*, Washington D.C.: Banque mondiale.

CRISP, Jeff, Christopher TALBOT et Diana CIPOLLONE (eds.). 2001. *Learning for a Future: Refugee Education in Developing Countries*, Genève: HCR.

RETAMAL, Gonzalo et Ruth AEDO-RICHMOND, (eds.). 1998. *Education as a Humanitarian Response*, Londres: Cassell.

AGUILAR, P.; RETAMAL, G. 1999. *Intervention rapide en situation d'urgence: document de discussion*, Genève: UNESCO/UNICEF/HCR.



Les «Principes de la planification de l'éducation» de l'IIEPE

L'éducation en situation d'urgence: éduquer des populations frappées par un conflit, une catastrophe ou une instabilité

À paraître

UN nouvel ouvrage, de Margaret Sinclair, devrait paraître sous peu dans la collection de l'IIEPE «Principes de la planification de l'éducation». Il témoigne de l'inquiétude de l'IIEPE face aux conflits et aux catastrophes, qui sont les principaux obstacles à la réalisation des objectifs d'éducation pour tous. Les pays et les organisations qui ont participé au Forum mondial sur l'éducation de Dakar en avril 2000 se sont engagés à «répondre aux besoins des systèmes éducatifs perturbés par des conflits, des catastrophes naturelles ou une instabilité politique».

Ces dernières années, les praticiens et les experts se sont régulièrement rencontrés pour discuter en profondeur des meilleures mesures à adopter en faveur de l'éducation des enfants vivant dans des camps de réfugiés, des enfants déplacés ou des enfants résidant dans un pays

en plein conflit armé. Les principes des meilleures pratiques reconnues sont repris dans cet ouvrage, notamment le droit à une éducation en situation d'urgence, les questions d'accès et d'intégration, la nécessité de reconstruire à partir des ressources des communautés touchées et de proposer une formation continue aux enseignants ainsi que l'obligation de faire appel à des financements extérieurs pour assurer l'éducation des populations déplacées ou vivant dans un pays en reconstruction.

Les politiques en matière de programmes sont envisagées, y compris les activités éducatives et récréatives nécessaires pour répondre aux besoins psychosociaux des enfants et des jeunes frappés par la crise, l'amélioration des programmes visant à inculquer des compétences en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement, de paix,

de droits de l'homme et de citoyenneté. L'auteur souligne l'importance de la coordination et de la construction d'un consensus entre les nombreux acteurs sur la scène des urgences «populaires». La seconde partie de l'ouvrage prend un autre chemin pour aborder le rôle des pouvoirs publics dans les situations d'urgence. Cette question fondamentale reste très mal étudiée et l'IIEPE s'inspirera des idées présentées dans cet ouvrage pour lancer dans un avenir proche des études de cas approfondies. L'ouvrage de Margaret Sinclair propose le meilleur bilan en ce qui concerne ce nouveau champ d'application de l'éducation aux situations d'urgence et, en tant que tel, sera très utile à celles et ceux qui vivent et travaillent dans des régions prédisposées aux conflits armés ou aux catastrophes naturelles.



Afghanistan: "Tellement à faire et si peu de moyens"



© K. Mahshi

«Tondre» la pelouse du ministère de l'Éducation à Kaboul

Pour reconstruire et moderniser leur pays, les Afghans sont totalement démunis. Selon les conclusions d'une mission conjointe UNESCO/IIEP à Kaboul, faute d'un véritable renforcement des capacités, les chances de paix et de développement risquent d'être compromises.

La *loya jirga*, la grande assemblée nationale qui s'est tenue à Kaboul pendant neuf jours, s'est achevée le 19 juin dernier ; ses 1 650 membres sont repartis chez eux après avoir choisi un gouvernement de transition qui restera au pouvoir pendant les 18 prochains mois. Immédiatement après, la *loya jirga* et le gouvernement ont suscité des commentaires mitigés, aussi bien dans le pays que dans le reste du monde. Alors que les critiques regrettaient que les décisions aient été imposées de l'extérieur à l'assemblée, les partisans saluaient sa convocation et le choix de la nouvelle administration comme une étape vers l'instauration d'une démocratie après 23 ans de conflit et de guerre.

Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement de transition doit initier le long et délicat processus de reconstruction et de modernisation de l'Afghanistan. Le chemin est particulièrement long, la tâche énorme et le pays manque considérablement de moyens. La photo du jardinier de l'Institut pédagogique de Kaboul, lors de la visite d'une mission de l'UNESCO pour l'éducation, en dit long sur ce processus de reconstruction : le jardinier «tond» une pelouse de 300 mètres carrés avec un couteau. Et il ne s'agit que de l'une des nombreuses pelouses à «tondre» ! Sans aucun outil à sa disposition et des heures de travail en perspective. Et pourtant, il sourit, plein d'espoir ...

La mission de l'UNESCO pour l'éducation s'est rendue à Kaboul du 5 au 20 mai 2002, dans l'objectif d'identifier et de préparer des projets de reconstruction de l'éducation à tous les niveaux. Les établissements éducatifs où la mission s'est rendue, ainsi que

les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, sont presque tous démunis, avec un mobilier très simple, usagé, pratiquement aucun équipement à part de vieux téléphones quasiment inutilisables. Aucune fourniture de bureau, des locaux souvent surchargés nécessitant des travaux immédiats de rénovation de base : pas d'eau courante dans les toilettes, des fenêtres brisées qui exposent les employés aux intempéries et au froid d'une ville située à 2 000 mètres d'altitude.

Pour remédier à la pauvreté, faire face aux besoins mais aussi grâce aux encouragements du gouvernement, les femmes sont retournées au travail, alors qu'elles avaient été confinées chez elles pendant toute la durée du régime taliban (1994-2001). Elles travaillent désormais dans les ministères et dans les établissements éducatifs, accomplissant leurs tâches dans des circonstances très difficiles.

Alors qu'elles n'ont pas eu le droit d'aller à l'école pendant la période précédente, les filles ont repris le chemin de l'école formelle grâce à une campagne très efficace, baptisée «Rentrer à l'école», lancée en mars 2002. On estime à 1,8 million le nombre d'élèves qui sont retournés à l'école, soit le double des effectifs de l'année scolaire précédente. Et les effectifs ne cessent d'augmenter, à mesure que bon nombre des 6 millions d'Afghans réfugiés reviennent des pays voisins, du Pakistan notamment. L'enseignement supérieur connaît lui aussi un nouvel essor : plus de 16 000 étudiants ont été acceptés cette année dans les établissements d'enseignement supérieur, contre moins de 4 000 pour la précédente année universitaire.

Avec cette augmentation des effectifs, les besoins en planificateurs et en gestionnaires qualifiés se font cruellement sentir dans les ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et dans les 32 bureaux provinciaux chargés de l'éducation. Les 23 années de guerre ont chassé la plupart des Afghans lettrés hors de leur pays : la plupart de ceux qui sont restés pour gérer le système éducatif ont été tenus trop longtemps à l'écart des techniques modernes pour être pleinement efficaces. De nouveaux employés, plus jeunes, sont recrutés mais ils manquent de compétences et d'expérience. Leurs capacités de planification et de gestion doivent être renforcées de toute urgence, faute de quoi le système sera incapable de faire face à la demande croissante. Il risque de s'effondrer et de compromettre ainsi les chances de former les ressources humaines nécessaires à la reconstruction, à la modernisation et au développement de l'Afghanistan. L'espoir d'une vie et d'un avenir meilleurs sera anéanti et les risques de conflits et de guerre renaîtront.

Dans le cadre du programme de l'UNESCO pour l'éducation en Afghanistan, l'IIEP va entreprendre un certain nombre d'activités de renforcement des capacités de planification et de gestion de l'éducation, contribuant ainsi à la reconstruction du pays, au rétablissement de la paix et à la sécurité de la région et du reste du monde.

Khalil Mahshi
k.mahshi@iiep.unesco.org



Palestine: de nouveaux défis pour l'éducation



Étudier, envers et contre tout...

Malgré des dégâts et des destructions considérables, l'Autorité palestinienne s'efforce d'assurer pour ses enseignants et pour ses élèves une certaine normalité dans le fonctionnement de l'éducation ...

DEPUIS 1993, l'IIEPE poursuit un certain nombre d'activités pour soutenir la mise en place et le renforcement des capacités institutionnelles de l'Autorité palestinienne en matière d'éducation. Ces activités se sont concrétisées sous la forme de quatre projets financés en totalité par le gouvernement italien pour un montant d'environ 4,5 millions de dollars des E.-U. Deux de ces projets sont maintenant achevés – ils portaient sur la formation des chefs d'établissement et des cadres du ministère de l'Éducation à l'analyse des coûts et au financement du système éducatif. Le troisième projet, en voie d'achèvement, visait à étayer l'élaboration du premier plan quinquennal de l'éducation et l'audit du ministère. Ce plan, soumis officiellement en octobre 1999, en est maintenant à sa deuxième année d'application. L'audit du ministère, achevé en septembre 2000, a entraîné la mise en place de l'actuel organigramme. Le quatrième projet (3 millions de dollars) est en cours de finalisation. Il consiste à soutenir la réhabilitation de plus de 1 000 salles de classe dans 172 écoles primaires situées en milieu défavorisé, l'installation de centres de ressources auprès de ces écoles et dans 11 des 16 districts que compte la Palestine et, enfin, la formation des cadres nécessaires à la supervision de l'ensemble de ces structures.

Depuis le début de la seconde Intifada, les activités de ce dernier projet se sont naturellement ralenties et, pendant plus d'un an, les missions de suivi de l'IIEPE n'ont pas pu se rendre sur le terrain. À la suite des diverses

incursions de l'armée israélienne, conséquence de l'Intifada, les informations reçues de Ramallah faisaient état de multiples restrictions imposées aux élèves, aux enseignants et aux cadres du ministère. Elles détaillaient aussi les destructions considérables subies par les services centraux du ministère et les dégâts occasionnés dans quatre des écoles prises en charge par le projet. C'est donc avec une certaine appréhension que la dernière mission de l'IIEPE s'est rendue en Palestine pour évaluer la situation et établir, avec les autorités palestiniennes, les nouvelles priorités quant à l'utilisation des fonds restants.

Cette mission a pu constater que si les contraintes étaient bien réelles, le ministère avait su réagir avec une détermination et une efficacité méritant d'être soulignées. En effet, après 22 jours de couvre-feu et la fermeture des écoles pendant 40 jours, plus de 90 % des effectifs scolaires étaient à nouveau en classe, trois jours après la réouverture des écoles et ce, malgré les difficultés de circulation et l'absence de nombreux enseignants et d'infrastructures scolaires. Les bureaux dévastés du ministère avaient été largement réhabilités quand la mission est arrivée sur le terrain, et le matériel disparu ou détruit avait été en grande partie remplacé. Les cadres étaient au travail même si beaucoup d'entre eux étaient obligés de coucher sur place. Au cours de la mission, le ministère a même pu organiser un atelier de lancement d'un projet financé par la Banque mondiale, en présence de nombreux officiels, de représentants de bailleurs de fonds, et cela, en vidéoconférence avec les

responsables du ministère à Gaza.

Cette apparente « normalité » ne doit cependant pas cacher l'ampleur des défis et des contraintes auxquels le système éducatif doit répondre aujourd'hui. Pour le moment, les plus urgents sont l'autonomisation des régions et des écoles, la tenue de l'examen de fin du secondaire, le rattrapage des périodes scolaires perdues par des camps d'été et la préparation de la prochaine rentrée scolaire avec, de surcroît, une prévision de plus de 50 000 nouveaux élèves à accueillir, sans parler de la nécessité de redonner au système scolaire confiance en l'avenir ...

Avec l'accord et le soutien actif des autorités palestiniennes, les contraintes et les défis nés de cette situation seront examinés dans une étude de cas que l'IIEPE se propose de mener dans le cadre de son programme d'éducation en situations d'urgence, en collaboration avec le service de l'UNESCO pour l'appui aux pays en situation de crise et de reconstruction (ED/EPS/CCR).

De plus, devant l'ampleur de ces défis, l'UNESCO a créé un groupe de travail pour regrouper et optimiser les réponses et l'aide qu'elle compte mobiliser en urgence à cette fin. L'IIEPE, qui est membre de ce groupe, participera naturellement à cette tâche dans la limite des moyens actuellement disponibles et des nouvelles ressources qui viennent de lui être affectées dans ce cadre.

Pierre Runner
p.runner@iiepe.unesco.org



Kosovo: le dilemme de la reconstruction post-conflit



Des enfants réfugiés kosovars, dans le camp de Senakos en Macédoine, 1999

Le Kosovo est un exemple typique des problèmes politiques, stratégiques et pratiques auxquels se heurte la reconstruction post-conflit d'un système éducatif.

APRÈS dix ans de tensions ethniques et une courte guerre entre les forces de l'OTAN et la Serbie, des centaines de milliers de réfugiés du Kosovo ont commencé à rentrer chez eux, à partir de juin 1999, quittant les camps de Macédoine, d'Albanie et d'autres pays européens. Le Kosovo a été dirigé de juin 1999 à mars 2002 par l'Administration intérimaire des Nations unies pour le Kosovo (*United Nations Interim Administration in Kosovo* - UNMIK). Un gouvernement a été élu en mars 2002, même si le statut définitif du Kosovo n'est pas encore fixé. Un nouveau ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie se charge des questions de planification et de gestion de l'éducation. Les fonctionnaires internationaux de l'UNMIK, responsables auparavant du gouvernement du Kosovo, se sont vu attribuer des fonctions au sein des nouveaux ministères publics.

Tout au long des années 1990, les Albanais du Kosovo n'ont pas eu accès aux écoles publiques. Leurs communautés avaient mis sur pied un système parallèle d'éducation, qui a contribué à entretenir les aspirations ethniques et nationales tout en assurant un niveau minimal de scolarisation. Le défi consiste aujourd'hui à construire un système éducatif moderne qui réponde aux véritables attentes de développement économique et personnel de la jeunesse. Le système éducatif du Kosovo, dont l'économie est en très piteux état et la moitié de la population a moins de 25 ans, devra préparer un grand nombre de ses jeunes à émigrer pour trouver du travail dans d'autres pays européens. La principale raison d'espérer est que les habitants du Kosovo veulent coûte que coûte

rendre leur système éducatif conforme aux normes européennes, ce qui implique une tolérance entre les différentes ethnies.

Dans le Kosovo d'aujourd'hui, les questions d'identité ethnique et de légitimité du gouvernement dominant le débat sur l'éducation. La minorité serbe conteste la légitimité du nouveau gouvernement du Kosovo en matière d'éducation. À part une motivation purement politique, ils craignent que l'éducation de leurs enfants ne soit pas reconnue en Serbie, les jeunes Serbes du Kosovo devant être qualifiés pour pouvoir accéder au marché du travail de Serbie. Les tensions ethniques font échec à une planification et à une prise de décision rationnelles pour la réforme de l'éducation.

La nature et les orientations du processus de réforme de l'éducation, lancé par l'UNMIK et géré maintenant par le nouveau ministère de l'Éducation, font aujourd'hui l'objet d'un immense débat, tout comme ses implications et ses résultats pour les différentes communautés. Des réformes indispensables et urgentes des programmes scolaires sont ainsi violemment contestées.

À l'exception d'un certain nombre de Serbes irréductibles, on observe un engagement général en faveur d'un système multi-ethnique reconnaissant le pluralisme culturel et les droits des minorités. Malgré tout, la concrétisation de ce principe rencontre encore quelques obstacles. La langue d'enseignement, par exemple, pose problème. Si tout le monde est d'accord pour un enseignement délivré dans la langue maternelle des élèves, certains représentants des minorités, et notamment les Serbes, s'opposent à une proposition visant à faire apprendre l'albanais à tous les élèves du Kosovo.

La formation est une très grande priorité dans la pédagogie moderne, aux yeux des enseignants et pour les gestionnaires de l'édu-

cation travaillant dans le ministère et dans les ONG à la planification et à la gestion de l'éducation. Trop d'enseignants pratiquent encore des méthodes autoritaires et centrées sur l'enseignant. Les systèmes de notes, d'évaluation et de conception des manuels scolaires sont considérés comme très inefficaces dans le système éducatif kosovar.

Lors de la reconstruction d'un système, la décentralisation semble parfois être la panacée. En réalité, la décentralisation est nécessaire mais non suffisante à la réforme de l'éducation. Au Kosovo, certains responsables municipaux se plaignent de ce que les décisions prises par le ministère central sur la décentralisation des fonctions aient été mal communiquées, créant une certaine confusion. Si les styles de gestion n'évoluent pas de l'autoritarisme à la consultation, la décentralisation a peu de chances de déboucher sur un système répondant aux besoins de la communauté, des parents et des élèves. La transparence et la responsabilité des pouvoirs publics en matière de budget et de justification des dépenses sont des exigences essentielles.

L'enseignement supérieur a lui aussi cruellement besoin d'être réformé. L'Université de Pristina sera une source vitale de « leadership » professionnel, notamment pour le corps enseignant. Or, l'université est aujourd'hui un champ de bataille, différents partis s'affrontant pour exercer leur influence sur les différents départements, alors que les niveaux d'enseignement restent médiocres et la recherche quasi inexistante.

Les bailleurs de fonds internationaux doivent maintenir leur engagement dans le système éducatif kosovar, afin de garantir sa durabilité et son amélioration en termes d'accès et de qualité. C'est particulièrement important aujourd'hui, alors que l'intérêt des autres pays pour le Kosovo commence à faiblir.

Chris Talbot
c.talbot@iiep.unesco.org



Vers une meilleure gestion des projets d'éducation

Université d'été de l'IPE, session 2002
Paris, 8-12 juillet 2002



© IPE

Université d'été de l'IPE: on entendrait une mouche voler...

La session 2002 de l'université d'été de l'IPE, sur le thème « Vers une gestion /évaluation opérationnelles des projets éducatifs », a été organisée en collaboration avec l'**Université du Québec à Hull** (UQAH). Elle avait pour principal objectif de dispenser des activités de formation et d'initier des réflexions et des débats sur l'état de la science en la matière.

Six thèmes ont été successivement traités au cours de cette semaine : la définition et le contexte de la gestion de projet ; le cas spécifique des projets d'éducation ; la gestion opérationnelle ; la mobilisation et la gestion des ressources ; le suivi opérationnel des projets ; la communication. Ces différents thèmes ont fait l'objet de trois débats particulièrement constructifs.

L'Université d'été a réuni 23 personnes travaillant dans les ministères de l'Éducation de différents pays (France, Kosovo, Maroc et Palestine). Elle a bénéficié de l'intervention de 25 spécialistes ou professionnels – de l'UQAH, du ministère français de l'Éducation, de l'OCDE, de l'université de Stanford, de l'**Association pour le développement de l'éducation en Afrique** (ADEA) et de l'UNESCO (notamment de l'IPE). Le directeur du Bureau des projets d'éducation en Côte d'Ivoire était également présent.

Les sessions de formation se sont succédé selon le programme prévu, en insistant sur le côté pratique de la gestion et de l'évaluation de projet. L'une d'elles, sur les « systèmes de gestion de l'information en éducation » (*Educational Management Information System* – EMIS), a été assurée par le biais d'un

film vidéo préparé par un spécialiste de l'IPE alors en mission ; une autre, sur la communication et organisée par l'ADEA, s'est tenue sous forme de vidéoconférence dans les locaux de la Banque mondiale à Paris, avec des intervenants à Harare, à Cotonou et à Paris.

Si l'on en croit les participants, les présentations les plus utiles et les plus satisfaisantes ont été celles portant sur le cadre logique, la définition et le contexte de la gestion de projet, sur la communication, sur les indicateurs et sur la gestion opérationnelle. Les participants ont également beaucoup apprécié le CD-Rom qui leur a été remis et qui reprenait informations de base et informations approfondies, et présentait le reste de la documentation fournie.

L'un des principaux résultats positifs de l'université d'été est sans doute le fait qu'elle a permis de recueillir un ensemble de présentations qui pourront servir à élaborer un premier module cohérent de formation dans le domaine de la gestion/évaluation des projets éducatifs. Ce module pourra être largement utilisé non seulement dans les prochaines sessions du Programme de formation approfondie de l'IPE, mais aussi à l'occasion d'autres cours intensifs et pendant les sessions d'enseignement à distance.

Ensuite, cette rencontre a été l'occasion de lancer officiellement le **réseau ERIGE** (Éléments de réseau international pour la gestion de l'éducation), dont l'objectif est de promouvoir la recherche, la formation et la coopération dans le domaine de la gestion de projets éducatifs.

Les premières universités ayant officiellement accepté de se joindre à l'IPE pour la constitution de ce réseau sont la Sorbonne (Paris-V, France), l'UQAH (Canada), Stanford (États-Unis) et Versailles/Saint-Quentin

(France). Ce groupe initial devrait être prochainement rejoint par deux institutions qui ont manifesté leur intérêt pour ce réseau : la Sapienza, à Rome (Italie) et l'Université de Melbourne (Australie). D'autres institutions ont fait savoir qu'elles souhaiteraient s'associer au projet, notamment l'Université de Géorgie (CEI) et l'Université Pierre Mendès France de Grenoble (France).

Ce premier cercle établi, la prochaine étape verra la constitution d'un réseau complémentaire comprenant un certain nombre d'universités de pays en développement, notamment l'Université Cocody d'Abidjan (Côte d'Ivoire), l'Université du Cap (Afrique du Sud), l'Université Léopold Sédar Senghor d'Alexandrie (Égypte), l'Université de Bir Zeit (Palestine) et l'Université Mohamed-V de Rabat (Maroc).

Les participants ont exprimé une satisfaction d'ensemble sur le déroulement de l'Université d'été et sur son contenu en considérant qu'elle avait répondu à leurs attentes et même, pour certains d'entre eux, qu'elle les avait dépassées.

Pierre Runner
p.runner@iiep.unesco.org

L'Université d'été 2003 aura pour thème : *L'éducation dans les situations d'urgence*.

L'université d'été 2004 se tiendra à l'Université du Québec, à Hull (UQAH), au Canada, sur le thème : *Les référentiels de formation des gestionnaires de projet*.



Développer les classes multigrades pour répondre aux besoins de l'EPT

Conclusions d'une étude menée par l'IIPE

L'ouverture de classes multigrades est l'une des solutions pour parvenir aux objectifs d'EPT – mais ce n'est pas une panacée. La généralisation de ces classes pose un certain nombre de défis aux planificateurs.

DANS certains pays, la poursuite de l'objectif d'éducation pour tous (EPT) a conduit à l'ouverture de classes à larges effectifs dans les zones urbaines mais aussi à celle de petites écoles fonctionnant avec un seul enseignant et avec des classes multigrades dans les zones faiblement peuplées. Dans les deux cas, les écoles concernées fonctionnent dans des conditions difficiles, dont la planification et l'administration doivent tenir compte. Dans ce contexte, l'IIPE a mené récemment une étude sur les problèmes auxquels les planificateurs de l'éducation sont confrontés avec le développement des classes multigrades. Cette étude a porté sur sept pays d'Afrique francophone (figure 1). Voici les principales questions qui se posent.

► Souci d'équité ou de meilleure rentabilité?

L'étude a montré que la volonté d'ouvrir des classes multigrades répond à deux préoccupations distinctes : permettre aux enfants vivant dans des zones isolées d'avoir accès à une école située dans leur village ou à proximité et obtenir une plus grande rentabilité du système, en augmentant le taux d'encadrement. Dans un contexte de pénurie des ressources, la création de classes multigrades permet de réduire le nombre d'enseignants, et donc la masse salariale ; il est possible de créer des classes multigrades avec un nombre

d'élèves par classe qui pourrait, dans d'autres circonstances, justifier l'ouverture de plusieurs classes. Les participants à l'étude ont bien souligné la nécessité de prendre en compte ces différentes approches pour permettre aux planificateurs d'évaluer les vrais enjeux et de définir en conséquence les stratégies d'amélioration les plus appropriées.

► Quelles normes choisir?

La plupart des pays s'accordent sur une définition commune des classes multigrades : « une classe avec un seul maître, regroupant plusieurs niveaux d'études ». Le problème mis en évidence par l'étude de l'IIPE est celui de la réglementation de la création de classes multigrades, à l'aide de quelques normes de référence – comme le nombre maximal et minimal d'enfants inscrits. Peu de pays ont défini de telles normes ou les ont pris en compte lors de l'élaboration de la carte scolaire. Des suggestions proposent d'y ajouter d'autres critères utilisés par certains États, comme « l'accessibilité de l'école en toutes saisons pour permettre un encadrement régulier », « un espace de classe suffisant », ou encore « la capacité du maître à mettre en œuvre une pédagogie différenciée ».

► Traitement spécifique ou régime commun?

Les équipes nationales ont soulevé le problème de l'opportunité de « singulariser » le

cas des classes multigrades, en créant une structure spécifique au sein du ministère de l'Éducation qui serait chargée de leur développement, en mettant au point une législation/réglementation particulière pour ces classes, en introduisant des mesures spécifiques en termes d'équipement, de formation des enseignants et de suivi pédagogique et en octroyant des primes aux enseignants qui y sont affectés. Certains des pays qui ont participé à l'étude considèrent qu'il n'est pas nécessaire de faire de ces classes un cas particulier dans le système éducatif, soutenant que le problème n'est pas tant celui des classes multigrades que celui du développement de l'éducation en milieu rural. Mais la plupart d'entre eux se déclarent plutôt favorables à un appui spécifique, comme en témoignent les recommandations faites lors du séminaire de restitution qui s'est tenu à l'IIPE en mars dernier.

► Le succès : à quel prix?

Le coût impliqué par le développement des classes multigrades dans des conditions satisfaisantes pouvant se révéler assez élevé, les équipes nationales ont réfléchi à la manière dont il pourrait être partagé de façon équitable entre l'État, les autorités locales et les communautés. Outre ces considérations, le fait que les résultats obtenus par les élèves des classes multigrades ne sont pas toujours satisfaisants suscite de nombreuses questions : la création de classes multigrades doit-elle être considérée comme une mesure transitoire ou à long terme ? Dans quelle mesure les écoles satellites, les regroupements pédagogiques intercommunaux, etc., peuvent-ils constituer d'autres solutions ?

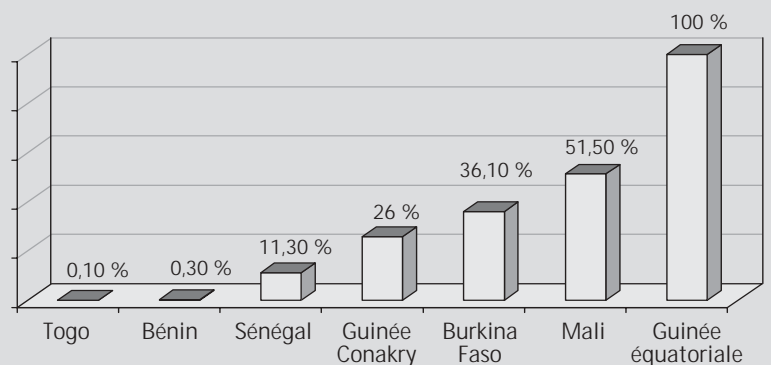
Plusieurs de ces questions et les éléments de réponse qui y ont été apportés dans le cadre de l'étude seront présentés plus en détail dans un ouvrage de la collection *Principes de la planification de l'éducation* qui sera publié par l'IIPE sur ce sujet à partir des recherches ainsi menées.

Muriel Poisson

m.poisson@iiep.unesco.org

¹Cette étude a été réalisée en collaboration avec le ministère français des Affaires étrangères et les relais opérationnels du réseau africain de formation à distance (Résafad) dans chacun des pays concernés.

Grafique 1.
Pourcentage d'écoles primaires à classes multigrades dans les pays participant à l'étude



La recherche contemporaine en éducation : Les universités peuvent-elles encore donner les solutions?

Academia s'est réunie à Stockholm pour voir si la recherche universitaire était encore en mesure d'apporter les solutions éducatives dans le contexte de mondialisation actuel.

La ville de Stockholm a accueilli au début du mois de juin 2002 une série de réunions organisées par Academia Europaea, l'International Academy of Education (IAE), l'Académie royale des sciences de Suède et la fondation Wenner-Gren. Les participants ont abordé, sous des perspectives variées, des questions essentielles et des tendances récentes de la recherche en éducation dans le contexte de la mondialisation. Ils ont entre autres cherché à savoir si les universités qui, de tout temps, ont été le moteur et le socle du progrès social restent aujourd'hui en marge du processus ou bien si elles sont encore capables d'apporter des réponses judicieuses.

Tour d'ivoire ou boîte noire?

Voici le résumé de la présentation du directeur de l'IPE : « Tour d'ivoire ou boîte noire ».

Quel que soit le problème, pour en trouver la solution, il convient d'associer l'expérience à des propositions originales et hardies. Dès qu'une situation se transforme en crise, on se tourne immédiatement vers les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, censés être à l'origine du problème ! Peut-on affirmer que les universités et la recherche qui y est menée peuvent être à la fois à l'origine du problème et à l'origine de la solution? Seule la pratique le dira.

D'une manière générale, les universités traditionnelles sont *anciennes*, et plus *répandues*, plus *nombreuses* et plus *grandes qu'elles ne devraient l'être*. On constate en même temps la *massification* de l'enseignement supérieur : dans certains pays, plus de la moitié d'une cohorte s'inscrit dans le supérieur ; on trouve parfois, *via* Internet, plus de jeunes femmes que d'hommes.

Le mode de fonctionnement des universités, qui associe professionnalisme et vérita-

bles interactions informelles, a gagné le reste du monde. On observe en même temps une évolution dans les deux fonctions clés des universités – la *transmission du savoir* et le *développement des connaissances*.

Plus la concurrence pour une recherche de qualité se renforcera, plus les universités seront mises sous pression. Il sera plus facile d'évaluer la qualité, qui entraîne des effets positifs : l'excellence résulte en donations et en financements (pour les autres conséquences positives, voir *l'encadré*).

Les « anti-mondialistes » changeront-ils les universités?

La nature a horreur du vide et, à moins de trouver une solution viable, les universités finiront pas être rattrapées et dépassées par les autres acteurs déjà installés sur le marché. C'est exactement de qui s'est produit avec la mondialisation : les universités ont commencé par l'ignorer avant de la redouter, faute de solution miracle à proposer, ce qui rappelle tristement mai 1968. Un mélange complexe d'inégalités de revenus et de barrières religieuses, ethniques et nationales se heurte à la simplicité des rapports individuels qui se nouent grâce aux technologies modernes de communication.

Les réunions de Stockholm ont eu l'avantage de laisser des gens très expérimentés, dotés d'une solide réputation professionnelle et respectés dans le monde entier pour les résultats scientifiques qu'ils ont obtenus dans leurs universités exprimer toutes sortes de pensées, bipartites, politiquement non contraignantes et parfois extravagantes.

Ces réunions entraîneront la constitution

Les bases de l'excellence

1. *L'originalité*: une unité de recherche universitaire de qualité fait de nouvelles découvertes et offre de nouvelles pistes de réflexion.
2. *Impact*: une recherche originale n'est pas seulement nouvelle – elle fixe un *nouvel ordre du jour* pour les chercheurs.
3. Il ne suffit pas d'aller dans une autre université ou dans un autre pays, ce qui importe, c'est *l'échange permanent* pour entretenir *l'espoir de contributions permanentes et durables*.
4. Le seul milieu propice est un milieu *collégial*.
5. Un environnement universitaire sain incite à la *critique* et aux *défis*.
6. Un environnement universitaire est *vital* – il attire les plus jeunes candidats qui sont encouragés à transcender leurs propres espoirs.
7. La *qualité de la direction* est cruciale.
8. Un milieu est efficace s'il est bien *équipé* et s'il permet la réalisation des tâches prévues.
9. Le *talent* est la ressource humaine la moins utilisée au monde.
10. Les universités qui participent à la course à l'excellence doivent se préparer à subir des pressions considérables de toutes parts.

d'autres groupes d'experts qui réfléchiront ensemble, prendront des décisions et analyseront les options possibles, quelles que soient leurs tendances. Pour contrebalancer les effets négatifs attendus de la mondialisation, un certain nombre de facteurs décisifs ont été discutés. D'un côté, il y a une tendance à un contrôle trop marqué (« Loft Story » ou les transactions par cartes bancaires, par exemple), de l'autre, un mouvement anti-mondialisation qui n'est qu'une réaction naturelle à ce contrôle et qui gagne peu à peu en importance et en potentiel, à la surprise générale.

De longues recherches sont nécessaires pour étudier exhaustivement la question de l'excessive transparence chère à Orwell, à un moment où la protection des libertés individuelles est, en apparence, remplacée par une politique de contrôle total de l'individu grâce à l'utilisation de technologies modernes.

Gudmund Hernes et Igor Kitaev
i.kitaev@iiep.unesco.org



L'enseignement supérieur privé

Forum sur les politiques éducatives, Tbilissi, Géorgie,
25 – 26 avril 2002

Des décideurs et des chercheurs se sont réunis en Géorgie pour discuter de l'évolution de l'enseignement supérieur privé dans leurs pays.

DANS la période d'après-guerre, on comptait sur une forte intervention de l'État pour stimuler la croissance économique et le développement social. Le financement public de l'éducation était alors considéré comme un investissement favorisant une plus grande productivité nationale et la répartition des bénéfices. Les subventions publiques se sont maintenues jusqu'au milieu des années 1980, période à partir de laquelle le processus politique a remis en question le bien-fondé économique des subventions allouées à l'enseignement supérieur. En conséquence, de nombreuses universités de pays en développement ont vu leurs installations se détériorer et leurs services se dégrader. Les universités et les pouvoirs publics ont rapidement adopté des stratégies alternatives pour répondre à la demande de la société pour plus d'enseignement supérieur.

La stratégie adoptée à l'heure actuelle consiste à promouvoir le secteur privé et, de fait, dans de nombreux pays, c'est la part de l'enseignement supérieur qui se développe le plus rapidement. L'IIEP a lancé un projet de recherche pour étudier le secteur de l'enseignement supérieur privé, et des études de cas sur sa croissance et son développement ont été réalisées en Fédération de Russie, en Géorgie, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, pour les pays de la CEI ainsi qu'au Bangladesh et au Kenya.

Ce forum avait deux grands objectifs : d'abord, rassembler des chercheurs et des décideurs pour discuter et diffuser les résultats obtenus et ensuite, développer une compréhension et une orientation politique communes. Les 34 participants venaient du Bangladesh, de Géorgie et du Kazakhstan. La réunion, dont l'ouverture a été assurée par le vice-président du Parlement de Géorgie, a bénéficié d'une bonne couverture médiatique et a ainsi attiré l'attention du public.

L'enseignement supérieur privé peut recouvrir des institutions autofinancées (à but lucratif, comme n'importe quelle autre entreprise), des institutions qui reçoivent un financement public partiel et des institutions publiques qui proposent des cours dont elles tirent un profit financier. L'enseignement supérieur privé connaît aujourd'hui la croissance la plus forte du secteur dans tous les pays où des études de cas ont été réalisées. La multiplication des établissements privés d'enseignement supérieur dépasse de loin celle des établissements publics. Dans les pays de la CEI, où l'évolution du scénario politique a une véritable influence, le nombre d'établissements privés d'enseignement supérieur est désormais supérieur au nombre d'établissements publics. Cependant, le développement de l'enseignement supérieur privé au Kenya tient à un ralentissement du financement public ; au Bangladesh, il est dû à l'incapacité des établissements publics à répondre à une demande croissante d'enseignement supérieur.

Les types de propriété varient considérablement d'un pays à l'autre. Les établissements d'enseignement supérieur privé sont soit créés par des fondations privées à but non lucratif, soit par des agences commerciales, soit par des organisations religieuses. Dans la majorité des cas, le profit entre sérieusement en ligne de compte : quel que soit le montant des frais d'inscription demandés, les bénéfices s'améliorent avec une augmentation des inscriptions. Les étudiants sont attirés par la perspective de cours qu'ils pourront monnayer sur le marché du travail, qui étaient habituellement l'apanage des établissements publics et servaient de passeport pour entrer dans des multinationales. En Géorgie par exemple, l'inscription dans le secteur privé permet de retarder, voire d'éviter, le service militaire. Les établissements privés qui réus-

sissent ont en général signé des accords de franchise ou de jumelage avec des universités étrangères ou des organisations situées dans un pays industrialisé.

Les droits d'inscription assurent le fonds de roulement de la plupart des établissements privés, dont le revenu dépend exclusivement du nombre d'étudiants inscrits et des droits d'inscription perçus. La rentabilité de ces établissements passe par une compression des dépenses. Les salaires (notamment ceux du personnel) sont le plus gros poste de dépenses des établissements éducatifs du secteur public ; dans le privé, la plupart des établissements font des économies en employant leurs enseignants à mi-temps (il est intéressant de noter que la plupart de ces enseignants à mi-temps viennent du secteur public). Les établissements privés font des bénéfices et paient en général des impôts ; certains ont même un statut d'entreprise commerciale.

Les universités privées sont le plus souvent des établissements d'enseignement où les activités de recherche sont quasi inexistantes. Les débats du forum ont bien montré que la recherche et l'équité sont deux domaines où le secteur privé hésite encore à s'aventurer.

Les discussions concernant l'action publique dans le secteur privé ont souligné le fait que l'État devrait reprendre sa place pour régler le fonctionnement et contrôler la qualité, même s'il ne peut fournir des fonds. Les participants, et notamment ceux des pays de la CEI, ont tous eu le sentiment que l'existence d'une structure juridique réglementant la création, la possession et le fonctionnement des établissements privés d'enseignement supérieur était vitale pour une coexistence saine entre les établissements d'enseignement supérieur publics et privés.

N.V.Varghese

nv.varghese@iiep.unesco.org

Clôture du Programme de formation approfondie 2001/2002

Alors qu'une autre session du Programme de formation approfondie vient de s'achever, l'IIPE se prépare à lancer une option de Mastère pour la session 2002/2003.

Pour la XXXVII^e session de son Programme de formation approfondie, l'Institut a accueilli 38 praticiens de l'éducation de haut niveau, venus de 32 pays. La cérémonie de clôture s'est déroulée le 28 mai, marquant la fin d'un séjour de huit mois à l'IIPE. S'ils ont appris à maîtriser les outils nécessaires à la planification de l'éducation pendant la période qui s'est écoulée entre la cérémonie d'ouverture et la cérémonie de clôture, les participants ont aussi parfaitement compris que le vrai défi commencerait après leur départ de Paris, au moment de la mise en pratique de leurs acquis.

Les participants ont pris l'habitude d'être évalués et non de devenir eux-mêmes des évaluateurs. La journée a donc commencé par un changement de rôle, les participants devant se livrer à une évaluation du PFA. Ils ont pu ainsi exprimer leurs impressions sur chaque volet du programme. Les commentaires relatifs à la valeur ajoutée apportée par le PFA à leurs compétences techniques et à leurs aptitudes sociales, ainsi que la perspective comparative offerte par le cours, qui a permis d'évaluer véritablement les forces et les faibles-

ses des systèmes éducatifs de leurs pays, ont prouvé que le PFA avait rempli sa mission.

L'association de la théorie et de la pratique pendant les séances plénières et au cours des voyages d'étude à Rennes et en Allemagne a été vivement appréciée. La rationalité de la mise en œuvre de la planification et de la politique est facile à comprendre ; ce qui l'est moins, c'est la logistique à déployer pour la préparation et l'application des plans d'éducation. Les participants ont ainsi eu l'occasion de comprendre que le fait d'apprendre à planifier est plus simple que le processus de planification de l'apprentissage, tant pour les individus que pour les pays.

L'évaluation du programme a été suivie par une séance photo (voir ci-dessous), la cérémonie de remise des diplômes et le cocktail et la soirée d'adieux. Le directeur de l'IIPE, Gudmund Hernes, a souligné dans son discours de clôture le rôle de l'Institut, qui cherche à familiariser les participants avec « ce qui se fait de mieux » en matière d'éducation et à leur fournir des « outils professionnels ». Il a rappelé que le défi qui attendait les participants à leur retour chez eux serait l'utilisa-

Liste des pays participants

Bahreïn	Kiribati
Bénin	Malawi (2)
Bresil	Mali (2)
Burkina Faso	Mauritanie
Burundi	Mongolie
Cambodge (2)	Mozambique
Cameroun (2)	Philippines
Cap Vert	Rép. Dominicaine
Comorés	Rwanda
Congo, Rép. Dém.	Sénégal
Côte d'Ivoire	Sierra Leone
Éritrée	Sri Lanka (2)
Ethiopie	Tanzanie (2)
Fidji	Thaïlande
Gabon	Togo
Guinée-Bissau	Tonga

tion de ces méthodes à la pointe du progrès. Il a conclu en rappelant que, huit mois durant, l'IIPE s'était donnée pour mission d'apporter aux participants les capacités d'aider les autres à développer leurs talents et à vivre la vie de leur choix avec davantage de dignité, de créativité et de générosité.

Issa Ould Mohammed, président de l'Association des stagiaires a conclu par ces mots : « *Nous avons passé huit mois loin de nos proches et de nos foyers, pour découvrir une nouvelle famille, celle de l'IIPE. Nous avons travaillé dur, mais ce travail intense nous a permis d'acquérir davantage de connaissances et de compétences en matière de planification et de gestion de l'éducation. Aujourd'hui, nous quittons Paris bien plus riches que nous n'aurions pu le penser !* »

N.V. Varghese,
G. Göttelmann-Duret et Y. Haq
nv.varghese@iiep.unesco.org



L. Kock le Breton^oIIPE

Les stagiaires 2001/2002 et le personnel de l'IIPE dans les jardins de l'Institut

1. Pour plus d'informations sur l'option de Mastère désormais intégrée dans le Programme de formation avancée de l'IIPE, merci de contacter l'Unité de formation à l'adresse suivante : information@iiep.unesco.org

Nouvelles publications de l'IIEPE

LIVRES

Asignación de recursos a la educación basada en necesidades utilizando fórmulas de financiación de las escuelas
édité par Kenneth N. Ross et Rosalind Levacic
2002, 315 p. ISBN: 92-803-3171-X
(Disponible en anglais)

PRINCIPES DE LA PLANIFICATION DE L'ÉDUCATION

La cyberformation dans l'enseignement supérieur : développement des stratégies nationales
Tony Bates
(Principes N° 70)
2001, 132 p. ISBN: 92-803-1214-6

L'évaluation pour améliorer la qualité de l'enseignement
Thomas Kellaghan et Vincent Greaney
(Principes N° 71)
2001, 98 p. ISBN: 92-803-1215-4

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'ÉTUDES

■ POLICIES AND STRATEGIES FOR SECONDARY EDUCATION

Distance education at secondary level in India: the National Open School
K. Sujatha
2001, 170 p. ISBN: 92-803-1212-X

■ GESTION FINANCIÈRE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

Educational financing and budgeting in Viet Nam
Nguyen Ba Can, Vu Van Long, Phan Thanh Tam et Nguyen Thi Sinh
2002, 136 p.

■ STRATÉGIES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION POUR LES GROUPES DÉFAVORISÉS

Nuevas alianzas y estrategias en la formación para el trabajo de jóvenes desfavorecidos: estudios de caso en América Latina
Claudia Jacinto et al.
2002, 415 p.

■ TENDANCES DANS L'INSPECTION SCOLAIRE

La supervisión escolar de la educación primaria en México: prácticas, desafíos y reformas
Beatriz Calvo Pontón, Margarita María Zorrilla Fierro, Guillermo Tapia García et Silvia L. Conde Flores
2002, 389 p.

■ *La supervisión técnico-pedagógica en Chile*

Luis Navarro et Sonia Pérez, avec Gabriel Aránguiz, Miriam Molina et Rubén Hernández
2002, 105 p.

PROGRAMME D'OBSERVATION

Impact of the economic crisis on higher education in East Asia: country experiences
édité par N.V. Varghese
(Forum sur les politiques éducatives N° 12)
2002, 215 p. ISBN: 92-803-1213-8

CONTRIBUTIONS DE L'IIEPE

The limits to diversification of sources of funding in higher education
N.V. Varghese
(Contributions N° 34)
2002, 23 p.

DIVERS

Sector-wide approaches in education: issues for donor agencies arising from case studies of Zambia and Mozambique
Abby Riddell
Réunion du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE)
Lisbonne, 19-21 novembre 2001
2002, 102 p. ISBN: 92-803-1216-2

Pour commander ces publications, veuillez adresser votre commande à la :
Diffusion des publications de l'IIEPE
7-9 rue Eugène-Delacroix
75116 Paris, France
information@iiep.unesco.org
www.unesco.org/iiep

IIEPE-BA

Nouvelles publications de l'IIEPE-BA

La formación de directivos de instituciones educativas – Algunos aportes para el diseño de estrategias
Margarita Poggi
2001, 81p.

Familia, libertad y pobreza: Un nuevo híbrido escolar. La experiencia de las escuelas autónomas en Nicaragua
Axel Rivas
2001, 95 p.

Wata Muyuy: Ciclos de vida en culturas agrocéntricas y tiempos de la escuela. Una aproximación sobre gestión educativa e interculturalidad en un distrito quechua de Bolivia
Marina Arratia Jiménez
2001, 157p.

Ministerios de Educación: de la estructura jerárquica a la organización sistémica en red
Inés Aguerrondo
2002, 103p.

Pour commander les publications de l'IIEPE-BA, veuillez contacter directement:
IIEPE-Buenos Aires
Agüero 2071
Buenos Aires
Argentina
información@iipe-buenosaires.org.ar

Le texte intégral des publications de l'IIEPE-BA est disponible sur le Web à :
<http://www.iipe-buenosaires.org.ar>

L'Institut virtuel

Les projets pour 2003

COURS ET FORUMS DE DISCUSSION

L'ANNÉE 2002 étant presque finie, nous aimerions remercier ici celles et ceux qui ont manifesté de l'intérêt ou ont effectivement participé à nos cours d'enseignement à distance.

Cette année, les **cours** ont porté sur trois grands domaines :

- **La gestion des relations université/industrie**
- **L'utilisation d'indicateurs pour la planification de l'éducation de base**
- **Le diagnostic du secteur éducatif.**

Ces cours ont une forme très souple, permettant aux établissements et aux ministères de renforcer les capacités de leur institution en impliquant dans la formation une équipe de personnes.

Les **forums de discussion sur Internet** ont abordé deux sujets importants pour les planificateurs : **l'impact du VIH/sida sur l'éducation** et **la cyberformation dans l'enseignement post-secondaire.**

Pour l'année 2003, nous prévoyons d'organiser **trois cours** :

- **L'utilisation d'indicateurs pour la planification de l'éducation de base**
- **Le diagnostic du secteur éducatif**
- **La gestion de l'enseignement supérieur**

Nous lancerons par ailleurs **deux forums de discussion** sur Internet destinés aux planificateurs et aux gestionnaires de l'éducation, sur des préoccupations d'actualité.

Si vous souhaitez recevoir davantage d'informations sur le programme envisagé en 2003, merci de contacter Susan D'Antoni à l'adresse ci-dessous:

Susan D'Antoni
s.dantoni@iiep.unesco.org
ou le site Internet de l'IIEP
<http://www.unesco.org/iiep>

RÉSEAU DES ANCIENS DE L'IIEP

Le réseau des anciens stagiaires du *Programme de formation approfondie* s'étoffe peu à peu. Les membres du réseau discutent en ce moment de la conception d'indicateurs adaptés aux six objectifs de l'éducation pour tous. Le partage d'expériences et d'idées est l'une des caractéristiques les plus importantes du programme de l'IIEP et, grâce aux connexions Internet, ce processus de réflexion et de partage peut se prolonger après le séjour des stagiaires à l'IIEP, à Paris.

Pour faire partie du réseau des anciens, contactez Susan D'Antoni en lui indiquant vos coordonnées et l'année de votre participation au PFA. Nous attendons avec impatience le jour où tous les anciens stagiaires de l'IIEP nous auront rejoints sur le *réseau de l'Institut virtuel.*

La gestion des partenariats université/industrie

Cours d'enseignement à distance pour les universités d'Asie de l'Est
(2 avril – 5 juillet 2002)

LA question des partenariats université/industrie fait désormais partie, dans l'ensemble de la région de l'Asie de l'Est, des priorités des décideurs chargés de l'enseignement supérieur, que ce soit au niveau national ou au niveau institutionnel. Dans un contexte où il faut répondre aux exigences de sociétés à forte intensité de savoir, les pouvoirs publics reconnaissent l'importance des établissements d'enseignement supérieur comme acteurs stratégiques du développement économique national et régional, dans la mesure où ils ont le pouvoir d'améliorer les compétences de la main-d'œuvre et de contribuer à produire et à exploiter des innovations technologiques. Dans un climat d'austérité financière, notamment en Asie de l'Est après le récent krach boursier, les établissements d'enseignement supérieur ont commencé à collaborer avec l'industrie et les entreprises afin d'attirer des sources non traditionnelles de financement.

Après avoir mené un projet de recherche sur la gestion des relations université/industrie, l'IIEP a travaillé avec le *Bureau européen pour le management stratégique des universités* (ESMU), à Bruxelles, pour adapter un kit de matériels pédagogiques destinés à un cours sur Internet ouvert aux universités d'une région donnée. Le succès des cours organisés pour la Méditerranée orientale (2000) et pour l'Europe de l'Est (2001) a incité l'IIEP et

l'ESMU à organiser un troisième cours à distance sur la gestion des partenariats université/industrie pour les pays d'Asie de l'Est.

Ce cours a deux grands objectifs : *d'abord*, apporter à des équipes de gestionnaires issus d'universités choisies d'Asie de l'Est des concepts, des outils et des solutions possibles pour nouer et entretenir des relations durables avec le secteur productif dans différents domaines : la formation initiale, le développement professionnel continu, la R-D, le développement des entreprises, etc. ; *ensuite* informer les participants des implications de chaque option et encourager un travail de réflexion.

Le cours a réuni 15 universités de huit pays : le Cambodge (1), la Chine (1), l'Indonésie (2), la Malaisie (3), les Philippines (4), la République de Corée (1), la Thaïlande (2) et le Viet Nam (1). Des groupes de travail de trois à six participants ont été constitués. Toutes les universités ont suivi le cours jusqu'à son terme, pour un nombre total de 67 participants, qui représentaient ensemble une vaste palette de fonctions universitaires : recteur, vice-recteur, secrétaire général, doyen, vice-doyen, directeur d'instituts et de centre, chef de département, professeur associé et professeur assistant, maître-assistant, etc.

Michaela Martin
m.martin@iiep.unesco.org

Activités de l'IIPE

Cours national sur «La gestion et la planification stratégique»

Yaoundé, Cameroun
9-18 octobre 2002

Organisé avec l'Institut de gestion publique de Yaoundé, ce cours forme des responsables du ministère de l'Éducation dans le cadre d'un projet financé par la Banque africaine de développement.

Contact: p.runner@iiep.unesco.org

Atelier intensif de formation sur «La conception d'échantillons pour des études à grande échelle sur la qualité de l'éducation»

Paris, France
23-27 septembre 2002

Cet atelier s'adresse à des planificateurs et des chercheurs venus de ministères de l'Éducation d'Asie du Sud; il est organisé conjointement par l'IIPE et la Banque mondiale.

Contact: k.ross@iiep.unesco.org

Atelier sous-régional sur «La gestion financière stratégique dans l'enseignement supérieur» pour les pays scandinaves et les pays Baltes

Riga, Lettonie
6-10 octobre 2002

Organisé conjointement avec la Commission nationale pour l'UNESCO de Lettonie et le Conseil scandinave des ministres, cet atelier s'adresse aux établissements d'enseignement supérieur de la région baltique.

Contact: m.martin@iiep.unesco.org

Séminaire sur «L'enseignement privé dans les Caraïbes»

Sainte Lucie
14-18 octobre 2002

Séminaire organisé avec la Commission nationale de Sainte-Lucie pour l'UNESCO.

Contact: i.kitaev@iiep.unesco.org

Cours intensif par satellite sur «Les méthodes informatisées de saisie, de nettoyage et de gestion de données»

Paris, France et dans 2/3 sites de vidéoconférence en Asie du Sud
14-16 octobre 2002

Cours adressé à des planificateurs et des chercheurs des ministères de l'Éducation des pays d'Asie du Sud et organisé par l'IIPE avec l'aide de la Banque mondiale.

Contact: k.ross@iiep.unesco.org

Réunion de l'équipe spéciale interagences de l'ONUSIDA sur «Le VIH/sida et l'éducation»

Washington, D.C., États-Unis
17-18 octobre 2002

L'équipe spéciale interagences (IATT) se réunit pour discuter avec des décideurs haut placés de la manière de rassembler et de diffuser des informations sur les bonnes pratiques et sur l'introduction de programmes réussis.

Contact: a.draxler@iiep.unesco.org

Cours national sur «L'analyse sectorielle et la planification de projets»

Niamey, Niger
9-18 octobre 2002

Ce séminaire de formation d'une semaine est spécifiquement conçu pour des responsables du ministère nigérien de l'Éducation, dans le cadre d'un projet de l'UE.

Contact: p.runner@iiep.unesco.org

Séminaire sur «L'éducation pour le développement rural en Asie»

Bangkok, Thaïlande
5-7 novembre 2002

Organisé en collaboration avec la FAO et le bureau de l'UNESCO à Bangkok, ce séminaire présentera et discutera les grands résultats d'une étude conjointe UNESCO/FAO sur ce sujet et sur des questions de politique dans les pays asiatiques.

Contact: d.atchoarena@iiep.unesco.org

Cours national de formation sur «L'analyse des coûts et la planification financière»

Ouagadougou, Burkina Faso
18-22 novembre 2002

Ce cours est organisé pour le ministère de l'Éducation du Burkina Faso.

Contact: d.oulai@iiep.unesco.org

IIPE-BUENOS AIRES

Séminaire régional sur «La formation à la politique et à la gestion de l'éducation : leçons et défis»

Siège de l'IIPE/BA
Octobre 2002

Organisé par le réseau ForGestión et financé par la Fondation Ford, ce séminaire présentera les résultats d'un projet sur «La formation à la politique et à la gestion de l'éducation» et définira les stratégies pour des activités futures dans ce domaine.

5^e Cours régional sur «La planification de la politique éducative»

IIPE/BA
2 septembre - 25 novembre 2002

Plus de 20 cadres de 11 pays latinoaméricains participeront cette année à ce cours, qui portera essentiellement sur les politiques de discrimination positive dans la région. Un voyage d'étude aura lieu dans la province de La Pampa, en Argentine.

